

Unité Départementale Hérault
Subdivision H1
520 allée Henri II de Montmorency
CS69007
34064 Montpellier Cedex 2

Montpellier, le 14/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



OI Manufacturing France

ZA Béziers Ouest
rue du Jéraboam
34500 BEZIERS

Références : UD34/H1/2022-110

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement OI Manufacturing France implanté ZA Béziers Ouest rue du Jéraboam 34500 BEZIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OI Manufacturing France
- ZA Béziers Ouest rue du Jéraboam 34500 BEZIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006600893
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Plus jeune établissement en France de son groupe, la verrerie OI de Béziers produit plusieurs modèles de bouteilles, à raison de 270 bouteilles à la minute (350 millions à l'année), soit 140 000 tonnes de verre via son four.

D'une emprise de 32 ha, le site emploie environ 130 personnes. Son activité est autorisée depuis 1999.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 54	/	Sans objet
Résultats d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 3.2.3.	/	Sans objet
Effluents rejetés	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25	/	Sans objet
Effluents rejetés	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26	/	Sans objet
Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 10.2.1.	/	Sans objet
Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – III	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 3.1.1.	/	Sans objet
Pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 42	/	Sans objet
Poussières	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 3.1.5.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté 2 faits susceptibles de suite, car il n'a pas été possible pour l'exploitant de démontrer sa conformité sur un point spécifique à l'issue de l'inspection. Des éléments démontrant cette conformité sont ainsi attendus de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 3.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription impose une teneur de référence en O₂ de 8 % et fixe, pour une VLE pour une liste de polluants identifiés (concentration + flux spécifique) :</p> <p>poussières : 20 mg/Nm³ – 30 g/Tv SOx : 750 (mixte GNL et FOL TBTS) ou 500 (100 % GNL) mg/Nm³ – 1 125 (ou 750) g/Tv NOx : 600 mg/Nm³ – 900 g/Tv HF : 4,5 mg/Nm³ – 7,5 g/Tv HCl : 20 mg/Nm³ – 30 g/Tv Somme métaux 1 : 0,5 mg/Nm³ – 0,75 g/Tv Somme métaux 2 : 1 mg/Nm³ – 1,5 g/Tv CO : 100 mg/Nm³ COVnM : 20 mg/Nm³ HAP : 0,1 mg/Nm³ – 1 kg/h (si combustible liquide)</p> <p>[...] Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures. [...]</p>
<p>Constats : La consultation des derniers rapports de surveillance (autosurveillance de mars 2022, rapports 2020 et 2021 de contrôle inopiné par organisme agréé) montre le respect des valeurs limites réglementaires des polluants identifiés ci-dessus.</p> <p>Une erreur sur le report de la valeur limite en flux spécifique en poussière dans le tableau d'autosurveillance de l'exploitant a été relevée, sans incidence sur la conformité des mesures précédentes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents rejetés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les unités de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'IIC.</p>
<p>Constats : La consultation du monitoring du fonctionnement de l'électro-filtre (installé en 2008) en salle de contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents rejetés
Prescription contrôlée : [...] La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration ...), pendant laquelle les valeurs limites de rejet atmosphériques pourraient être dépassés, ne doit pas excéder 250 h par an [...] L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité
Constats : Il n'y a pas eu d'indisponibilité de l'électro-filtre sur le premier trimestre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 10.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses
Prescription contrôlée : poussières : continue SOx : semestrielle (complétée par une évaluation mensuelle par bilan matière) NOx : mensuelle HF : semestrielle HCl : semestrielle Somme métaux 1 : semestrielle Somme métaux 2 : semestrielle CO : semestrielle COVnM : annuelle HAP : annuelle (si combustible liquide) [...]
Constats : La consultation des derniers rapports de surveillance (autosurveillance de mars 2022, rapports 2020 et 2021 de contrôle inopiné par organisme agréé) montre le respect des fréquences de mesure des polluants identifiés ci-dessus. S'agissant de l'évaluation mensuelle par bilan matière du SOx : par sondage, un rapport d'analyse de matière première, permettant de déterminer des hypothèses de calcul pour réaliser cette évaluation, a été consulté. Cette consultation n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 54
Thème(s) : Risques chroniques, Autres substances : phénol, formaldéhyde
Prescription contrôlée : Pour les différentes émissions canalisées, les valeurs limites de rejet d'autres substances sont les suivantes : Somme des deux substances : formaldéhyde + phénol : 20 mg/Nm ³
Constats : Deux polluants réglementés (formaldéhyde et phénol) ne sont pas inclus dans le programme de surveillance de l'exploitant. Ces polluants sont réglementés aux articles 53 et 54 de l'AMPG verrier du 12 mars 2003 modifié. L'exploitant s'est engagé à inclure ces polluants dans son programme de surveillance et à réaliser une première mesure sur ces polluants d'ici à fin d'année 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – III
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par organisme
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité Français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).
Constats : La consultation des rapports de mesure par organisme agréé sur les années 2020 et 2021 montre le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – IV
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats d'autosurveillance
Prescription contrôlée : Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.
Constats : L'exploitant respecte les fréquences de transmission de son autosurveillance, sauf pour les poussières (transmission trimestrielle au lieu de la fréquence réglementaire mensuelle) et tient informée l'inspection des installations classées de tout événement particulier pouvant impacter ses rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 3.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses [...] et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique
Constats : L'exploitant a fourni des éléments démontrant l'optimisation de l'efficacité énergétique de son installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant démontre la capacité de son installation à limiter, autant que faire se peut, ses rejets de gaz à effet de serre. Il fournit notamment des éléments sur [...] l'optimisation de l'efficacité énergétique
Constats : L'exploitant a fourni des éléments démontrant l'optimisation de l'efficacité énergétique de son installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 3.1.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses et envols de poussières
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté [...]
Constats : Le jour de l'inspection, la visite des installations n'a pas amené l'inspection des installations classées à formuler de remarque particulière sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet